

# JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES



Présidé par Mme Catherine BERGEAL, secrétaire générale du Conseil d'Etat, le comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail s'est réuni le 16 mars 2018.

Le syndicat **FORCE OUVRIERE** était représenté par Mesdames Colette Goussi, Isabelle Nio et Josiane Milland Lalanne.

En préalable, Mme la secrétaire générale souhaite la bienvenue à Mme Séverine Baudouin, nouvelle chef du département des politiques sociales et des conditions de travail et à M. Dufour, assistant de prévention de la CAA de Douai et remercie Mme Catherine Magri qui assiste à son dernier CHSCT en qualité de greffier en chef et représentant l'administration.

L'ordre du jour est examiné point par point.

Le procès-verbal de la séance du 10 novembre 2017 a été adopté.

Un nouveau secrétaire du CHSCT est désigné parmi les syndicats de magistrats, il s'agit de Mme Chrystelle Schaegis (USMA)

Plusieurs sujets souhaités à l'ordre du jour par les représentants du personnel sont écartés :

- revalorisation des nuitées car l'arrêté est paru, vous le trouverez sous le lien :

[https://intranet.conseil-etat.fr/content/download/33124/278371/version/1/file/4%20Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2015%20f%C3%A9vrier%202018\\_juridiction%20administrative.pdf](https://intranet.conseil-etat.fr/content/download/33124/278371/version/1/file/4%20Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2015%20f%C3%A9vrier%202018_juridiction%20administrative.pdf)

- mise en œuvre du plan de prévention des RPS en juridiction : pour mémoire, une note et un modèle ont été transmis aux chefs de juridiction fin 2017, 30 juridictions ont déjà transmis leur plan. Un bilan sera fait lors de la séance plénière de novembre 2018.
- bilan également prévu à l'automne s'agissant de l'utilisation de triple écran expérimentée à Bordeaux.



## Suivi des visites effectuées dans les juridictions par le CHSCT :

### Visite du TA de Bastia le 28/09/2017

Le tribunal a bénéficié de travaux sur l'accessibilité handicapés et d'une réorganisation partielle des espaces. Les travaux sont réceptionnés mais les réserves restent à lever.

Il est préconisé d'apporter une attention particulière au nettoyage des éclairages.

La juridiction est dotée d'un dispositif de caméras afin de renforcer la sécurisation des locaux.

### Visite de la cour administrative d'appel de Douai le 12/10/2017 ;

Il était à l'origine prévu un simple ravalement des façades mais des chutes de pierres provoquées par la mauvaise rénovation antérieure a nécessité une protection des façades par l'installation d'un filet. Les travaux nécessaires maintenant sont beaucoup plus coûteux qu'un simple ravalement de façades et devront se faire en lien avec l'ACMH et sont reportées à une date ultérieure en raison des contraintes budgétaires.

A été évoqué également le sujet du travailleur isolé. Les juridictions vont devoir peu à peu changer leurs habitudes. En effet, il est probable que progressivement les juridictions devront être fermées tous les dimanches, tout en restant accessibles le samedi en raison des permanences des services d'urgences. Le télétravail devrait faciliter la mise en œuvre de cette pratique.

### **Bilan et perspectives des interventions de la direction de l'équipement du Conseil d'Etat examen des questions retenues à l'issue de la réunion préparatoire du 15 mars 2018.**

La direction de l'équipement a présenté lors de la réunion préparatoire un bilan des opérations en cours. Ont été évoqués notamment :

TA d'Orléans : réorganisation du rez de chaussée, mise en sécurité et sûreté. Toutes les mesures seront prises pour faciliter la cohabitation des entreprises et du personnel et la poursuite de l'activité.

TA de Caen : accessibilité, création d'une salle d'audience, réorganisation de l'accueil et séparation des flux.

TA de Paris : la première phase des travaux est en voie d'achèvement, la seconde phase en préparation ; une étude sera menée sur un possible rafraîchissement des locaux.

TA de Nice : installation prévue à la fin du premier semestre 2018

TA de Toulouse : la mise en concurrence des marchés de travaux est publiée en vue de réorganiser le rez de chaussée (espace de restauration, accueil et salles d'audience). Restent à mener les procédures à terme et à notifier les marchés.

TA de Lille : une opportunité se présente pour l'extension du tribunal par la prise à bail de l'aile gauche. En raison de la progression de l'activité, la juridiction passant de 6 à 8 chambres, il est judicieux de la saisir,

TA de Nantes : l'exiguïté des locaux est signalée. Le Conseil d'État en a conscience mais aucun déménagement n'est prévu à court terme.



## **Bilan d'activité du CHSCT pour l'année 2017**

Vous le retrouverez sous ce lien : [https://intranet.conseil-état.fr/content/download/33195/278766/version/1/file/Bilan\\_CHSCTCE\\_2017\\_Vd%C3%A9.pdf](https://intranet.conseil-état.fr/content/download/33195/278766/version/1/file/Bilan_CHSCTCE_2017_Vd%C3%A9.pdf)

Les principales activités de l'année ont porté notamment sur :

Visites des délégations dans les juridictions, animation du réseau des assistants de prévention, travaux du comité de suivi du protocole relatif aux RPS avec la mise en œuvre du plan de prévention ; suivi du programme de sécurisation des juridictions (36 JA ont bénéficié de travaux sur la sécurisation), suivi de la généralisation de l'utilisation de l'application Télérecours .

### **Programme annuel 2018 :**

- ⇒ poursuite de la mise à jour des documents uniques dans chaque juridiction ;
- ⇒ audits énergétiques ;
- ⇒ actions en faveur de l'accessibilité ;
- ⇒ conditions de travail : suivi des plans d'action locaux ;
- ⇒ médecine de prévention (fiches à venir sur la vision au travail, téléphone mobile et santé
- ⇒ personnes en situation de handicap ;
- ⇒ formations organisées au CFJA notamment sur la sensibilisation aux RPS mais aussi initiation aux règles de santé et sécurité à l'attention des nouveaux agents ;
- ⇒ recrutement d'un nouvel inspecteur hygiène et sécurité, actuellement en formation. En attendant Mme François sera appelée pour faire quelques vacances.

### **Suivi des mesures relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail dans les juridictions administratives ;**

Examen des registres de santé et de sécurité au travail (inscriptions portées du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2018)

L'administration fait une synthèse des observations des 23 juridictions qui ont fait parvenir une copie de leur registre.

Les observations peuvent être classées en trois catégories : état des locaux, ambiance thermique et questions RPS. A été évoqué notamment l'opération de remplacement des fenêtres au TA de Cergy- Pontoise (89 fenêtres, coût 300 000 €). Le chantier se fera progressivement par façade.

Pôle des juridictions administratives de Lyon ; problèmes thermiques : le nouveau DE et le chargé d'opération se rendent à Lyon. Les études sont déjà faites, le budget est inscrit et les travaux à venir devraient résoudre les problèmes de chauffage.

**FORCE OUVRIERE tient à vous rappeler que ce registre a pour vocation de recueillir toutes les anomalies que vous rencontrez dans le cadre de l'exercice de vos fonctions. Vos observations peuvent justifier les demandes de crédits que les chefs de juridiction adressent au Conseil d'Etat.**

#### ***Bilan sur les accidents de travail :***

**période du 1er octobre 2017 au 31 janvier 2018.**

28 accidents sont survenus pendant la période, 11 accidents de service et 18 accidents de trajet. Nous devons tous rester vigilants et respecter les consignes de sécurité. Les assistants de prévention sont invités à vérifier régulièrement l'état des circulations et la signalétique afin d'éviter les chutes, particulièrement dans les escaliers.



Bilan d'étape sur le déploiement de Télérecours citoyen

L'application est en cours de développement, son déploiement est prévu à compter du 7 mai 2018 sur 3 sites pilotes : TA de Cergy-Pontoise, TA de Melun et section du contentieux du Conseil d'Etat ; Dans les 2 tribunaux, un kiosque doté d'un ordinateur et d'un scanner sera installé à l'accueil pour inciter le public à la dématérialisation. Les agents seront formés et des supports de présentation sont en préparation.

Une campagne d'information et de communication

est prévue pour promouvoir l'application. La plateforme utilisateurs Télérecours sera étendue à Télérecours citoyen. Les textes réglementaires devraient paraître dans les prochains jours.

**FORCE OUVRIERE souligne qu'aucun calcul d'impact n'a été diligenté dans les greffes pour mesurer la charge de travail supplémentaire induite par l'activité générée.**

---

### **Extension des VPN**

Le tribunal administratif d'Amiens est site pilote. Une communication sera faite prochainement à destination des magistrats. FORCE OUVRIERE souligne qu'il est bien entendu que l'ouverture au VPN magistrats devra correspondre aussi aux télétravailleurs greffe.

### ***Sécurisation des locaux***

A la demande de FORCE OUVRIERE l'administration a présenté les juridictions ayant déjà bénéficié d'installation de matériels (vidéo surveillance, contrôle d'accès). Les travaux pour les dernières juridictions non pourvues sont en cours de programmation : TA Versailles, TA Grenoble et PJA de Lyon  
TA d'Orléans : report en raison des travaux programmés.

*En ce qui concerne les juridictions d'outremer :*

Guyane : réalisé

La réunion : études amorcées

Martinique : réalisé

Guadeloupe ; prévu l'an prochain

Mayotte ; la police surveille directement les locaux

Nouvelle Calédonie : aucun besoin

Polynésie ; cohabitation avec le judiciaire.

### **Mise en œuvre du télétravail dans les juridictions**

La circulaire a été transmise aux organisations syndicales et aux présidents de juridictions. Ces derniers doivent faire remonter pour fin mars les demandes des agents. Le bilan des besoins est donc à venir. Si les déclarations d'intention se concrétisent, il n'y aura pas assez de matériels et il faudra prioriser les dotations.

**FORCE OUVRIERE regrette le manque d'intérêt de l'administration sur la mise en place du télétravail, évoquée depuis plus d'un an en comité technique spécial par notre organisation syndicale, et s'étonne qu'aucun moyen n'ait été prévu pour satisfaire la demande des agents .**

FORCE OUVRIERE déplore aussi le manque de communication sur ce sujet au sein de certaines juridictions. Pour information, deux séances de formation à destination des encadrants (greffiers en chef) sur les trois prévues se sont déjà déroulées au CFJA.



## Information sur les suites données aux résultats de l'enquête « baromètre social 2017 » réalisée dans les juridictions administratives.

Le sujet est évoqué dans plusieurs instances : CSTA, CTS, CHSCT.

Ce qui a été fait immédiatement ; en fonction de la charge de travail, des postes supplémentaires ont été ouverts après discussion lors des conférences de gestion.

Le rapport de la MIJA sur la charge de travail des magistrats sera présenté lors des journées des chefs de juridiction.



En vue de renforcer la circulation de l'information entre les JA et le Conseil d'Etat, une réflexion est menée en lien avec la DIRCOM, chaque semaine. Tous les vendredis, est diffusée une lettre commune intitulée « la semaine médiatique ».

Deux groupes de travail intitulés « informer, consulter, concerter » sont en train de se constituer, l'un composé de magistrats, le second composé d'agents de greffe. Le groupe greffe sera composé d'un représentant de chaque syndicat, un greffier en chef, Mme Orsetti, chargée de mission au sein de la MIJA, un agent de greffe occupant des fonctions transversales, un greffier de chambre, sous la présidence d'un président de juridiction.

Les deux groupes de travail devront confronter les résultats de leurs travaux à un moment donné.

---

### Médecine de prévention

Le docteur Brami a présenté trois fiches d'information : l'une intitulée « se faire reconnaître travailleur handicapé », la seconde « arrêt cardiaque et défibrillateur » et la dernière « défibrillateur et maintenance », cette dernière étant plus précisément à destination des assistants de prévention en charge de la maintenance de ce matériel. Vous retrouverez prochainement ces fiches regroupées par thème sur le site intranet.

***A la demande de FORCE OUVRIERE une liste des médecins de prévention a été mise à jour et sera bientôt en ligne sur le site de l'intranet.***

Rappel : les agents de greffe doivent être convoqués chez le médecin de prévention au moins une fois tous les 5 ans. **Les agents de greffe ont tous, à ce jour, un médecin référent.**

### Questions diverses :

*Point sur le suivi des formations relatives à la prévention des risques psychosociaux.*

**FORCE OUVRIERE** avait exigé qu'une formation soit maintenant intégrée et obligatoire pour les chefs de juridiction et les vice-présidents qui prennent leurs fonctions, c'est chose faite.

Le CFJA propose également une formation à destination des managers, des assistants de prévention et les membres du CHSCT. Elle est également prévue pour les agents, vous êtes invités à consulter le catalogue des formations.

Point sur l'avancée des travaux sur le « label égalité-diversité » :

Le Conseil d'Etat s'est engagé sur ces deux dossiers (égalité H/F et diversité). La déléguée à l'égalité est Mme BOBO, secrétaire générale adjointe.

<https://intranet.conseil-etat.fr/Actualites/3-questions-a-Catherine-Bobo-secretaire-generale-adjointe-du-Conseil-d-Etat-et-deleguee-a-la-diversite>

<https://intranet.conseil-etat.fr/Actualites/Diversite-le-Conseil-d-Etat-s-engage>

Un comité de pilotage a été mis en place. Il convient de remplir les critères prévus par l'AFNOR qui n'accorde le label qu'après avoir fait un audit. Le label obtenu n'est valable que 2 ans.



**N'HESITEZ PAS A UTILISER LES CAHIERS D'HYGIENE ET DE SECURITE QUI DOIVENT ETRE MIS A VOTRE DISPOSITION DANS UN LIEU FACILEMENT ACCESSIBLE POUR Y FAIRE FIGURER VOS OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS ET A NOUS CONTACTER**

**VOS REPRESENTANTS TITULAIRES ET SUPPLEANTS FORCE OUVRIERE EN CHS SONT A VOTRE ENTIERE DISPOSITION :**

**Patrick Fouinneteau TA Toulouse(CTPS/CHSS)**

**Catherine Magri TA Melun( CTPS/CHSS)**

**Colette Goussi TA Montreuil (CTPS/CHSS)**

**Irène Montangon CAA Bordeaux (CTPS)**

**Christiane Peyre TA de Marseille**

**Isabelle Nio CAA de Douai**

**Evelyne Cartier TA de Besançon**

